

# L'école aux quotidiens



Photo: François TEFNIN

La presse en a parlé. Nous y revenons. À partir d'une information ou d'un évènement récent, entrées libres interroge une personnalité, du monde scolaire ou non. L'occasion, pour elle, de nous proposer un éclairage différent, un commentaire personnel, voire d'interroger la question ainsi posée. Et vous, qu'en pensez-vous?

Le Monde

08/10/2009

## DIPLÔME: L'ATOUT MAJEUR?

"Jamais les diplômes n'ont été aussi importants pour l'obtention de statuts au sein de la société".

C'est ce qu'explique le chercheur français **Eric MAURIN** dans son ouvrage *La peur du déclassement*, qui met à mal certaines idées reçues dont celle de l'inutilité des diplômes. En 2008, dit-il, le chômage parmi les diplômés du supérieur, en France, est inférieur à 10%, alors que pour les non diplômés, il monte à 50%. Dès lors, ajoute-t-il, l'impératif de ne pas échouer à l'école est devenu écrasant. L'enjeu de la compétitivité scolaire n'a jamais été aussi élevé, et les diplômes ont pris une valeur exorbitante.

Nous avons demandé à la sociologue **Marie DURU-BELLAT**, professeur à Sciences-Po, de réagir à ces propos.

**Êtes-vous d'accord avec Eric MAURIN quand il dit que le diplôme est plus que jamais le sésame de la réussite en France?**

**Marie DURU-BELLAT:** Sur le long terme, oui. E. MAURIN observe la va-

leur du diplôme en tant que prime que cela donne sur le marché de l'emploi, et ce dans un contexte de difficulté de l'emploi des jeunes, particulièrement marqué en France. Le diplôme est encore plus nécessaire que dans les années 70, où on trouvait un emploi, qu'on soit diplômé ou pas.

**Et quand il dit que "Jamais les diplômes n'ont été aussi importants pour l'obtention de statuts au sein de la société"?**

**MDB:** Ça, c'est vrai! Tout le monde est d'accord pour dire qu'en France, le diplôme a un rôle très important. C'est ce qu'on appelle la méritocratie: les diplômés sont censés mesurer le mérite. On se dit donc qu'il est normal que les diplômes servent à quelque chose sur le marché du travail. Mais, en fait, je pense que cela n'est pas juste. J'ai publié un ouvrage, il y a peu de temps, *Le mérite contre la justice*, où je critique cette tendance à penser qu'il est normal que les diplômés donnent autant d'avantages. C'est là où je suis plutôt en désaccord avec MAURIN qui, lui, est très confiant dans les diplômes. Or, ceux-ci ne reflètent pas toujours, uniquement, justement et précisément le mérite. Les économistes voient le diplôme comme un gage de productivité: plus on a de diplômes, plus on sera productif. Il est donc normal que sur le marché du travail, on soit récompensé par des salaires plus élevés. Les sociologues, quant

à eux, montrent que les diplômés ne sont pas le pur reflet du mérite, ils sont marqués par des inégalités sociales importantes, et plus on leur donne du poids, plus on entérine ces inégalités.

**Vous contestez à la fois leur fiabilité pédagogique et leur fiabilité sociale?**

**MDB:** La fiabilité pédagogique, c'est clair. Un autre argument, qui est peut-être cette fiabilité sociale, c'est de se demander si ce n'est pas un gaspillage de caler les destinées professionnelles des individus sur leur seul diplôme, qu'ils ont obtenu à 20 ans. En France, la personne qui sort des grandes écoles aura droit à une rente de situation pendant toute sa vie. Mais est-ce bien raisonnable? N'y a-t-il pas d'autres qualités qui vont s'exprimer à l'âge adulte ou dans le contexte professionnel, qu'il serait tout aussi juste de rémunérer?

**Quelle serait l'alternative, pour une plus juste répartition des places dans la société?**

**MDB:** C'est un problème extrêmement vaste, dont je parle un peu dans mon livre... L'idée de seconde chance, de formation en cours de vie active, qui est très peu développée en France, est une voie pour ne pas tout figer sur base de ce qui s'est passé à l'école.

**Vous contestez aussi un peu l'évi-**

**dence d'une nécessaire élévation générale du niveau de diplomation...**

**MDB:** Je suis moins confiante qu'E. MAURIN sur ce qui attire les jeunes. J'ai été professeur dans des universités de Lettres et de Sciences humaines pendant 25 ans, et on voit bien qu'avec cette logique d'aller toujours plus loin, certains jeunes entrent dans l'enseignement supérieur sans aucune motivation. Ils sont là par utilitarisme, pas forcément par intérêt intellectuel. Quand ils échouent, ce qui est le cas de beaucoup de jeunes dans nos universités, ils sont particulièrement aigris et déçus, et on peut se demander s'ils sortent vraiment grandis de cette expérience... Dans beaucoup de cas, non! Par ailleurs, les économistes disent toujours que plus il y a d'éducation dans un pays, plus il y a de croissance. Ce n'est pas si vrai dans les pays riches. Dans certains pays européens qui ont fort développé leur enseignement supérieur, comme la France, il n'y a



pas moins de chômage des jeunes qu'en Allemagne, où la formation tertiaire au niveau du supérieur est bien plus développée. C'est ce dont je parle dans *L'inflation scolaire*, publié en 2006.

**L'objectif de Lisbonne est de faire en sorte que l'Union Européenne développe l'économie de la connaissance la plus compétitive, caractérisée par un développement économique durable et une plus grande cohésion sociale. Que vous inspire-t-il?**

**MDB:** Je suis plutôt sceptique, et les experts européens le sont également de plus en plus. Depuis peu de temps, ils commencent à se deman-

der si, face à ces phénomènes d'inflation scolaire et de déclassement des diplômés, le plus important ne serait pas la formation tout au long de la vie ou la lutte contre les inégalités sociales précoces. Peut-être s'est-on trompé de priorité. On ne voit pas exploser les emplois qualifiés dans les pays. Cette idée de l'économie de la connaissance est très discutable et discutée... Dans tous les pays de l'UE subsiste un pourcentage important d'emplois pour lesquels les exigences en matière de formation ne sont pas astronomiques.

**Et à un niveau national, quelle pourrait être, alors, l'action du politique...?**

**MDB:** J'ai b e a u c o u p dénoncé en France les limites d'une politique purement quantitative. On a repris cet objectif de Bruxelles de parvenir à 50% d'une classe d'âge au niveau de la licence, sans tellement réfléchir sur la qualité des études. En France, on a une

diversité d'études supérieures très forte, avec les secteurs élitistes des grandes écoles, les formations professionnelles courtes et l'université. Il faut peut-être réfléchir à l'équilibre entre ces filières et à l'orientation. À l'heure actuelle, les jeunes s'orientent comme ils veulent dans l'enseignement supérieur, quelle que soit leur formation d'origine... On ne peut pas imaginer que cela puisse servir la croissance. Il faudrait peut-être avoir une politique plus active en matière d'orientation, par exemple...

**Plus contraignante?**

**MDB:** Ça, c'est le grand tabou français sur la sélection! On a développé, ces dernières années, "l'orientation active". C'est-à-dire qu'un jeune qui a un niveau extrêmement faible dans tel ou tel domaine, on va le dissuader de faire tel ou tel type d'études, mais sans que cela soit impératif. Si vous interrogez les profs de fac et un certain nombre de politiques, ils vous

diront tous qu'il faudrait passer à une orientation plus contraignante.

**Peut-on avancer dans le sens d'une sélection, si on n'avance pas en même temps dans le sens d'une deuxième chance?**

**MDB:** Évidemment, tout est lié. La méritocratie à la française est rigide, parce que les choses se jouent extrêmement tôt et pour toujours. Une sélection à l'entrée du supérieur ne serait acceptable que si on est sûr qu'on n'y joue pas toute sa vie. Or, les jeunes Français ont tendance à penser que c'est le cas. Les comparaisons sur la jeunesse en Europe montrent que si les jeunes sont si anxieux, c'est qu'ils se sentent dans un tunnel, sur des rails et qu'ils ont l'impression que s'ils ratent le train, c'est fini. Alors qu'au Danemark, par exemple, les jeunes ont une bourse pour un certain nombre d'années d'études, qu'ils ne sont pas obligés de faire en sortant du lycée. Ils peuvent aller dans la vraie vie, revenir, repartir, et cela semble être beaucoup plus épanouissant!

**On touche à la représentation de la valeur des places dans la société, mais quand on voit des joueurs de tennis gagner une fortune en tapant sur une balle avec une raquette...**

**MDB:** Évidemment, ça touche à ce type de questions. Mon livre sur la justice aborde cette question-là. Pourquoi donner trop de poids au mérite scolaire contre la justice? Mais je dis bien à la fin que la question est celle du poids du mérite scolaire au niveau des rémunérations. Comparé à l'exemple du tennis, le mérite scolaire paraît tout de même un peu plus juste, mais il faudrait donner moins de poids au verdict scolaire, et plus de poids aux qualités manifestées en cours de vie active. ■

INTERVIEW FRANÇOIS TEFNIN  
TEXTE BRIGITTE GERARD



À LIRE...

*L'inflation scolaire*, Seuil, 2006

*Le mérite contre la justice*, Sciences Po, Les Presses, 2009